

**LA PROJECTION DES COMPETENCES :  
UN OUTIL INDISPENSABLE POUR L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR EN  
ALGERIE ?**

**Mohamed Saïb MUsETTE**  
Sociologue – Directeur de Recherche, CREAD - Alger

**Introduction**

La prévision est au cœur de tout système de gouvernance. Cet article propose d'examiner la faisabilité d'une projection des compétences à partir de l'observation des données du marché du travail des compétences, en particulier les sortants des universités algériennes. L'examen des bases de données existantes sur les indicateurs du marché du travail permet de comprendre les défis de l'insertion professionnelle. Deux constantes sont observées : on assiste d'une part au chômage persistant des actifs ayant un niveau d'instruction « supérieur » et d'autre part à une dynamique de l'emploi dans l'économie informelle. La poursuite de ces tendances impose l'adoption d'une vision corrective des événements devant caractériser le nouveau paysage du marché du travail d'ici 2030.

**1. La projection des compétences et modèles de prévision**

Cet article est inspiré du projet « NETMED Youth », lancé par l'UNESCO<sup>1</sup> en 2014, avec l'appui de l'UE, dont une des composantes porte sur la projection des compétences dans les pays de la rive sud de la méditerranée, y compris l'Algérie. Il est proposé d'adopter le modèle de projection des compétences de CEDEFOP (2010) pour les pays européens.

---

<sup>1</sup> <http://fr.unesco.org/events/lancement-du-projet-r%C3%A9seaux-jeunesse-m%C3%A9diterran%C3%A9enne-net-med-youth>

Les projections sont réalisées sur la base d'un modèle économétrique actualisé par l'Université de Cambridge (Manuel E3ME, 2014).

L'étape première de notre travail consiste à examiner la faisabilité d'une étude prospective à partir des données existantes et des modèles déjà testés. L'étude de faisabilité (Musette, 2015) révèle l'impossibilité d'appliquer le modèle E3ME pour le cas algérien en absence de séries de données indispensables pour la projection.

Par contre, il existe quelques modèles prévisionnels des compétences en Algérie. Ces modèles sont de type sectoriel, soit pour la Carte de l'enseignement supérieur, soit pour le marché du travail (OIT, 2010). Autrement dit, chaque secteur évolue selon ses propres logiques. Il y a eu aussi quelques tentatives aussi pour l'examen de l'adéquation formation-emploi (Feroukhi, 2002) ou encore pour les projections de la main d'œuvre (FEMISE, 2005). Dans cet exercice, notre attention sera portée exclusivement sur le cas des diplômés de l'enseignement supérieur sur le marché du travail.

## **2. La population cible : algériens de niveau supérieur**

Notre cible pour la projection est celui des « compétences ». Il y a plusieurs acceptions de cette notion. L'étude CEDEFOP a retenu le « niveau supérieur » ayant une « qualification » (Niveau 6-8 de la CITE, version 2011<sup>2</sup>) comme critère de compétence. Notre cible est encore plus restreinte, en retenant les niveaux 7-8 de la CITE, ce qui exclue toute formation professionnelle postsecondaire. Ce secteur ne dispose plus de

---

<sup>2</sup> Cf. Classification de l'UNESCO à l'adresse suivante.  
[http://www.uis.unesco.org/Education/Documents/UNESCO\\_GC\\_36C-19\\_ISCED\\_FR.pdf](http://www.uis.unesco.org/Education/Documents/UNESCO_GC_36C-19_ISCED_FR.pdf)

données sur les diplômés sortants du système de l'enseignement et de la formation professionnelle<sup>3</sup>.

Le segment de la population algérienne, objet de cet exercice est celui qui ont « niveau supérieur », c'est-à-dire avec ou sans diplôme de l'enseignement supérieur. Notre base d'observation est celle de l'enquête emploi de l'Office National des Statistiques (ONS), dont les données détaillées sont diffusées pour 2013<sup>4</sup>.

Selon ces données officielles, il y a 13%, soit 3,6 millions d'individus ayant un niveau supérieur sur 27,7 millions de personnes en âge d'activité (Cf. Graphique N° 1). Parmi ces 3,6 millions, il y a seulement 2 millions qui sont actifs, c'est-à-dire ceux qui travaillent ou qui sont au chômage (Cf. Graphique N° 2). Dans la population restante, il ya plus d'un million d'étudiants et les autres sont inactifs (retraités, pensionnés et autres inactifs).

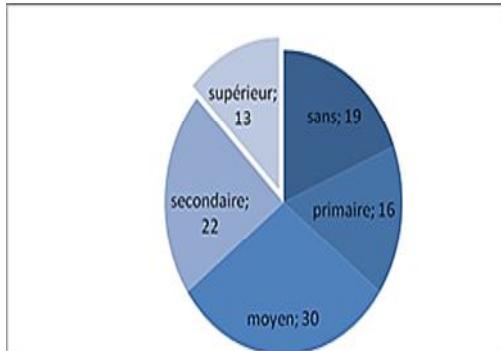
Les deux graphiques suivants permettent de visualiser le segment de notre population cible insérée dans la matrice des niveaux d'une part et d'autre part, dans la matrice de la situation individuelle des personnes en âge d'activité.

---

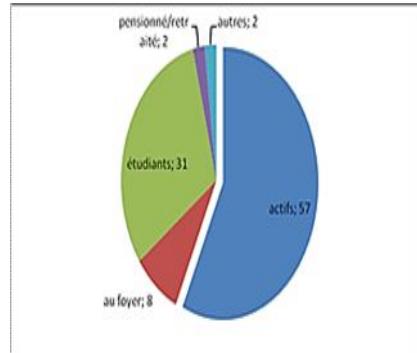
<sup>3</sup>Le CERPEQ (centre d'études et de recherche sur les Qualifications) faisait des enquêtes insertion de manière régulière jusqu'en 2010, date de fermeture de l'établissement. Quelques questions sur l'insertion des diplômés sont désormais incluses dans l'enquête emploi de l'ONS depuis cette date.

<sup>2</sup> Bien qu'il a eu deux enquêtes emploi en 2014, seules les données synthétiques sont diffusées à ce jour. Pour 2015, aucune donnée n'est encore disponible.

Graphique N° 1  
Population selon le niveau d'instruction



Graphique N° 2  
Les niveau supérieur selon la situation individuelle



Sources : exploitation des données de l'enquête emploi 2013, ONS, Alger.

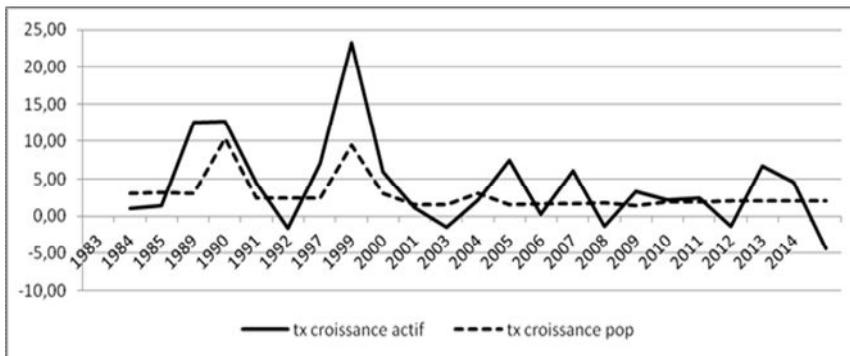
Une ventilation de notre population cible par sexe indique des distinctions importantes. Ces distinctions sont indicatives des comportements d'activité. D'entrée, on observe qu'il existe relativement plus de femmes (14%) de niveau supérieur que des hommes (10%). Mais pour le taux d'occupation, les hommes obtiennent un score légèrement élevé (90%) contre 80% pour les femmes. Ce qui donne à l'inverse, un taux de chômage plus important pour les femmes (20%) contre 10% pour les hommes. La distinction est encore plus prononcée pour les inactifs, avec près de 700 000 étudiantes contre environ 420 000 pour les hommes. Cette première vision repose sur des données, dont la qualité mérite une attention particulière.

### 3. La qualité des données, une faille provenant de la mesure de l'offre

La connaissance des tendances du marché du travail peut être abordée à travers l'analyse de l'offre de travail (demande d'emploi) des ménages. Cette demande évolue en fonction de la dynamique de la croissance démographique. Pour cerner au mieux l'offre de travail, il y a lieu d'identifier les failles dans le système d'informations statistiques.

L'examen des tendances de l'activité économique repose essentiellement sur la qualité de données produites par les services statistiques. Les données du marché du travail suivent aussi celles de la dynamique démographique. Un regard sur ces deux évolutions permet de se fixer sur la nature des écarts observés.

Graphique N° 3. Tendances démographique et évolution des actifs



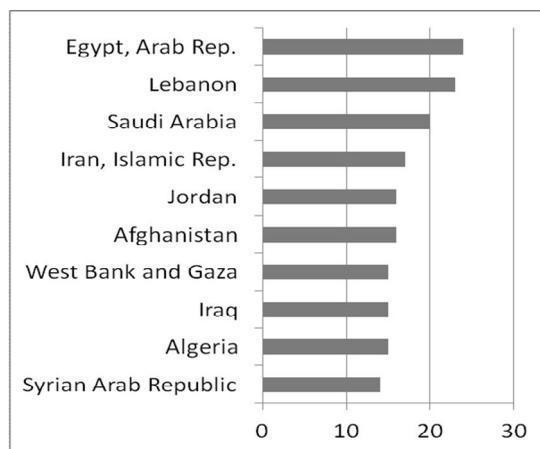
Source : construit sur la base des données de l'ONS

L'observation principale indique un décalage entre ces deux courbes : l'évolution du taux de croissance des actifs ne suit pas toujours celui de la population. Le taux des actifs est assez erratique ce qui pourrait signifier une faille dans le système d'observation. Pour les dix dernières années, le taux de croissance démographique semble stable, mais celui des actifs indiquent des hauts et des bas. Cette faille provient notamment de la difficulté de mesurer le comportement d'activité féminin, avec des entrées et des sorties brusques de femmes sur le marché du travail. En rapport avec le reste du monde, la situation de l'emploi féminin en Algérie serait dans une posture inexplicable. Selon les données réunies par la Banque mondiale

(2013), le taux d'activité féminine, observé en Algérie, figure parmi les dix dernières places sur 185 pays observés.

#### Graphique N° 4

#### Taux d'activité féminine des 10 derniers pays en 2013



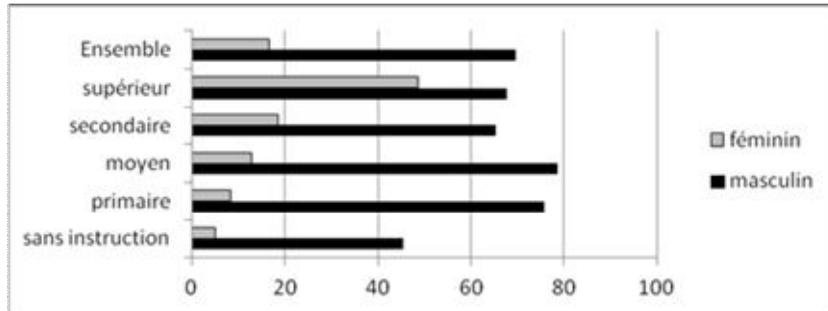
Le taux d'activité féminine en Algérie pour en 2013 est situé à l'avant dernière position dans le monde, selon les données de la Banque mondiale. Autant dire, à la dernière position car la crise multiforme en Syrie pourrait expliquer le niveau observé, mais celle de l'Algérie reste inexplicable, sinon qu'une faille dans la mesure.

Source : construit selon les données de la Banque Mondiale (2014)

### 3.1. Le taux de participation selon le niveau d'instruction

Malgré cette limite dans la mesure de l'activité, on observe des distinctions importantes des comportements selon le sexe en fonction du niveau d'instruction. Le plus petit écart entre les hommes et les femmes se situe justement au niveau du supérieur. C'est une tendance lourde qui a été régulière observée, plus les femmes sont instruite, plus elles sont présentes sur le marché du travail.

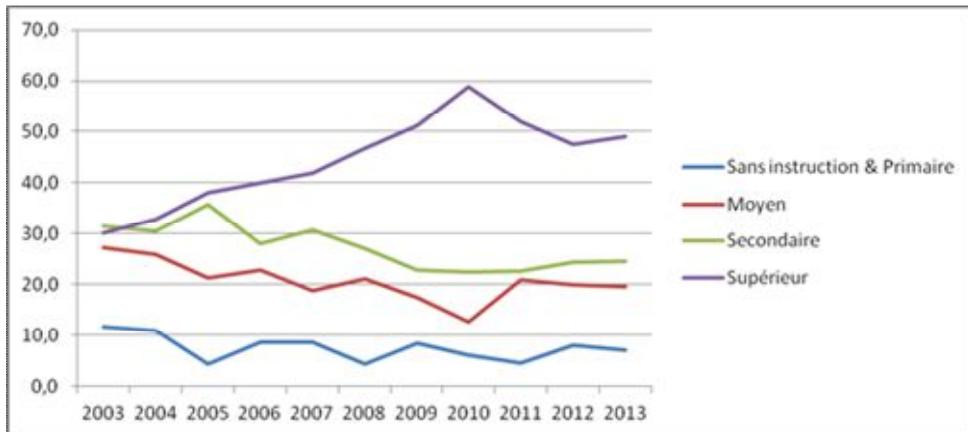
Graphique N° 5. Taux d'activité selon le sexe par niveau d'instruction en 2013



*Source : exploitation données enquête emploi 2013, ONS (Alger).*

La particularité du comportement d'activité de femmes de niveau universitaire est un indicateur important pour toute projection sachant que le nombre de filles inscrites est dominant dans les universités. Ce même phénomène rencontre toutefois un obstacle sur le marché du travail, car les filles diplômées universitaires sont plus nombreuses à être confrontées au problème du chômage de longue durée.

Graphique N° 6. Taux de chômage des femmes selon le niveau d'instruction



(2003-2013)

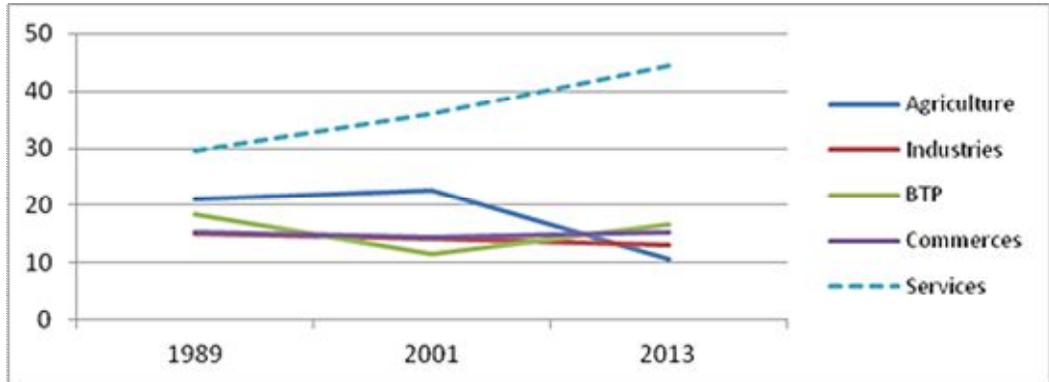
Source : exploitation des données des enquêtes emplois ONS par Lassassi M. (2014) CREAD

Comme on peut le constater sur le graphique N° 6, le taux de chômage des femmes diplômées estimé à 30% en 2003 a pris l'ascenseur depuis, avec un pic en 2010 qui frôlait 60% puis a décliné depuis pour se situer à 21,8% selon la dernière enquête emploi (ONS, septembre 2014). Qu'en est-il du côté de l'offre d'emploi (demande du travail) de la sphère économique ?

#### 4. Tendances passées de la demande de travail : une économie tirée par le tertiaire

C'est un fait stylisé que de dire que l'économie algérienne est tirée par le secteur tertiaire. La progression des services et des commerces devait s'accompagner par une meilleure performance de l'industrie et de l'agriculture, mais tel n'est plus cas, comme on peut le constater sur le graphique suivant.

Graphique N° 7. Evolution de l'emploi selon les branches d'activité économique (1989/2013)



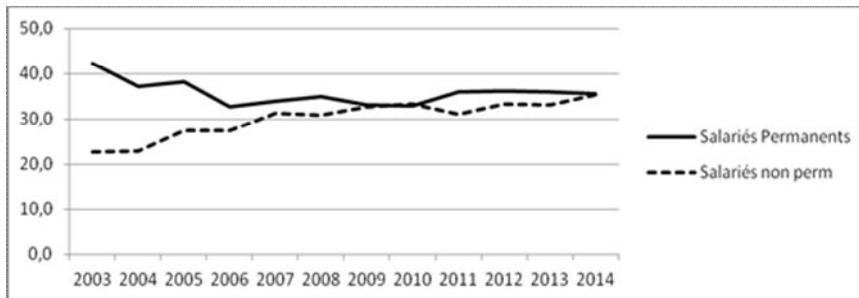
*Source : exploitation des enquêtes emploi (ONS) Alger*

Cette illustration du poids des services qui a connu une ascension très forte, passant de 30% de la part des emplois, au lancement des réformes économiques (1988) à près de 50% en fin de période. En ajoutant les services et les commerces, la part du tertiaire grimpe à plus de 60% de travailleurs. Mais quels types d'emploi sont offerts ?

#### **4.1. Des emplois de plus en plus flexibles**

La qualité de l'emploi offert dépend de la nature du contrat, notamment pour les salariés. La tendance observée les dix dernières est assez significative quant à la baisse de l'emploi permanent et la hausse de l'emploi non-permanent.

Graphique N° 8. Evolution de l'emploi selon le statut dans la profession de 2003 à 2014



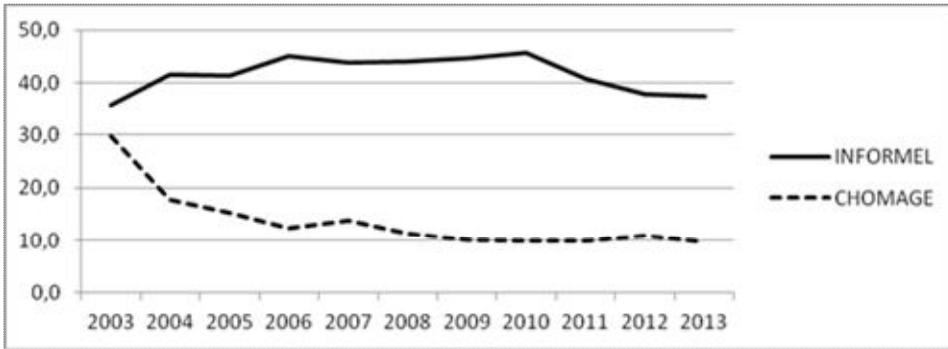
Source : exploitation des enquêtes emploi (ONS, Alger)

Ce graphique illustre parfaitement les deux courbes du salariat. On peut observer une situation critique en 2010 ces deux courbes se croisent. Mais l'intervention de l'Etat a pu redresser la situation et l'emploi permanent a connu un léger décollage. En septembre 2014, ces deux courbes ont de nouveau croisé (septembre 2014, ONS). Une chute de l'emploi permanent est attendue pour 2015, avec des restrictions de recrutement dans le secteur public.

#### 4.2. *Des emplois dopés par la dynamique du secteur informel*

L'informalisation de l'économie algérienne poursuit sa progression. Ce phénomène devenu «global» s'explique par la segmentation du marché du travail à l'ère de la mondialisation. Cette économie non-observée reste énigmatique. Elle est parfois légitimée et parfois diabolisée. Elle est mesurée en Algérie par des méthodes indirectes, notamment sur la base de la déclaration des ménages quant à l'affiliation ou non à la sécurité sociale. Les courbes de l'emploi informel et du chômage ont évolué en sens inverse, ce qui peut laisser croire à une résorption du taux de chômage par la progression de l'informel.

Graphique N° 9 : Tendances récentes de l'emploi informel et du chômage



*Source : données enquêtes emploi exploitées par M. Lassassi (2014) CREAD.*

Les courbes de l'emploi informel et du chômage ont évolué en sens inverse, ce qui peut laisser croire à une résorption du taux de chômage par la progression de l'informel. Le volume de l'emploi de manière général est ainsi dopé par la dynamique de l'informel, qui reste encore l'un des défis du marché du travail en Algérie.

L'intervention de l'Etat a été très présente depuis les réformes économiques en Algérie (Musette et al., 2013). Les différentes mesures de la politique active du marché du travail n'ont pas pu ralentir la dynamique de l'informel ni encore inverser les tendances de l'emploi précaire.

## **5. Déséquilibres offre et demande du travail**

Suite à l'analyse des tendances de l'offre et de la demande, un certain nombre de déséquilibres peuvent être relevés.

- Le taux d'activité globale reste encore faible. Ce taux est tiré par le bas par la faiblesse de l'activité féminine. Les femmes, bien qu'elles

réussissent mieux sur le plan scolaire, restent encore pour beaucoup au « chômage » ou « inactives ».

- Le chômage des jeunes est trois fois supérieure à celui des adultes (25 ans et plus). Le chômage des diplômés universitaires, notamment pour les filles, est encore plus élevé.
- l'économie informelle est devenue structurante, avec un taux d'emploi informel qui se maintient à un niveau assez élevé – Ce secteur capte 30% des universitaires.
- La hausse de l'emploi « temporaire » traduit une tendance forte du marché du travail.

La combinaison de ces faits induit ainsi une forte précarité des jeunes, notamment les diplômés, sur le marché du travail.

## **6. Des tendances passées aux projections, il reste encore à faire !**

Cette première analyse des tendances passées peut donner lieu à un exercice de projection. A ce jour, on reste encore dans l'expectative. Pourtant on dit bien que « Gouverner c'est prévoir ». La gouvernance de l'enseignement supérieur impose la nécessité d'observer les comportements des sortants des établissements sur le marché du travail. Il y a eu la réalisation d'une « Carte Universitaire » en 2006 avant la mise en place du système LMD (2008). Cette nouvelle donnée impose une actualisation de la Carte. L'idée de la création d'un l'observatoire pour l'enseignement supérieur a aussi fait l'objet de plusieurs discours. L'observation de l'insertion et de l'employabilité des sortants des EES doit être permanente afin d'apporter régulièrement des correctifs nécessaires pour obtenir des résultats meilleurs.

L'un des premières hypothèses peut prendre appui sur les projections de la population d'âge actif, établies par l'UNDESA à l'horizon 2030. Le

risque de se tromper est assez faible, car le chômeur de 2030 est déjà né en 2014.

Sur la base de cette projection, plusieurs scénarii peuvent être construits en fonction des indicateurs retenus quant à l'évolution du taux d'activité, qui reste la plus faible au niveau de la région.

- Un scénario constant (H1), c'est-à-dire maintenir le même taux d'activité (autour de 40%), cela équivaldrait à un besoin minimal de nouveaux emplois.
- Un scénario moyen (H2), avec un accroissement du taux d'activité féminine, pour atteindre le niveau moyen du Maghreb, exigerait des efforts de la part du secteur public, le principal pourvoyeur de l'emploi salarié aux femmes – ce qui augmenterait le taux global d'activité à 50%.
- Un scénario maximum (H3), avec un taux d'activité de 60% d'ici 2013, exigerait un double effort du secteur public comme celui du privé.

Tableau N° 1 : Projection de la population algérienne 2030 selon les variante

*Unité : en millier*

Variante	2030	H1 (44%)	H2 (50%)	H3 (60%)
FAIBLE	32561	14327	16281	19537
MOYENNE	32968	14506	16484	19781
ELEVEE	33375	14685	16688	20025

*Source : estimation fondée sur la projection 2012 de l'UNDESA  
<http://esa.un.org/unpd/wpp/unpp/p2k0data.asp>*

Pour la projection des compétences, ces premières estimations sont importantes mais insuffisantes. Il faut pour cela avoir une série de donnée sur les compétences actuellement au travail, connaître leur durée d'activité, et surtout réunir les données sur la formation des universitaires, les sortants des universités, diplômés ou non, les formations à l'étranger. L'intégration des données de l'enseignement supérieur est aussi subordonnée par les capacités de financement de la formation du secteur public et surtout, un inconnu actuellement, l'intervention du secteur privé dans la formation universitaire. La réglementation algérienne autorise l'ouverture de la formation universitaire privée, il est fort probable que dans la décennie prochaine, on verra la naissance de la première université privée.

Les données de la formation universitaire nous réserve ainsi une mutation attendue, dont les prémisses y sont déjà. Le monde du travail va aussi se métamorphoser – avec une forte probabilité d'une dominance des femmes sur les hommes, notamment pour les compétences. La faiblesse de l'activité féminine serait-elle enfin compensée par la qualité de la main d'œuvre !

**Références bibliographiques**

BANQUE MONDIALE, 2014. Indicateur du taux d'activité. Extraits de la base de données de la Banque mondiale – Accès mars 2015.

<http://databank.worldbank.org/data//reports.aspx?source=2&country=&series=SL.TLF.CA.CT.ZS&period=#>

CEDEFOP, 2010. Skills Supply and Demand in Europe – medium-term forecast up to 2020.

<http://www.cedefop.europa.eu/node/11660>

E3ME Technical Manual, Version 6.0, avril 2014. Cambridge Econometrics

[http://www.camecon.com/Libraries/Downloadable\\_Files/E3ME\\_Manual.sflb.ashx](http://www.camecon.com/Libraries/Downloadable_Files/E3ME_Manual.sflb.ashx)

FEMISE 2005. Profil pays – Algérie, 2006.

<http://www.femise.org/PDF/cp/cp-algerie-0601.pdf>

ILO, 2010. Migration pour le travail décent, croissance économique et le développement : cas de l'Algérie. Réalisé par Bouklia-Hassan Rafiq in Cahiers des Migrations internationales N° 104, OIT – Genève.

[http://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---ed\\_protect/---protrav/---migrant/documents/publication/wcms\\_179662.pdf](http://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---ed_protect/---protrav/---migrant/documents/publication/wcms_179662.pdf)

MUSETTE M.S & LASSASSI M. (2013). Employment policies in Algeria

[https://www.academia.edu/5763741/Employment\\_Policies\\_in\\_Algeria](https://www.academia.edu/5763741/Employment_Policies_in_Algeria)

ONS, 2013. Résultats enquête Emploi 2013, Alger.

[http://www.ons.dz/IMG/pdf/Donnees\\_Stat\\_Emploi\\_2013-2.pdf](http://www.ons.dz/IMG/pdf/Donnees_Stat_Emploi_2013-2.pdf)

ONS, 2015. Résultats enquête Emploi 2014, Alger

[http://www.ons.dz/IMG/pdf/Donnee\\_Stat\\_Emploi\\_Septembre\\_2014\\_Bonne-2.pdf](http://www.ons.dz/IMG/pdf/Donnee_Stat_Emploi_Septembre_2014_Bonne-2.pdf)

UNDESA (2013). Projection de la population algérienne : 1960 à 2010. Extrait de la base de l'UNDESA. <http://esa.un.org/unpd/wpp/unpp/p2k0data.asp>